

Le cours : segpa.org/qe4i



LA III^E RÉPUBLIQUE

Livret enseignant

4^e - CHAPITRE 07

République : régime politique sans roi, fondé sur des représentants élus.

Suffrage universel masculin : droit de vote accordé à tous les hommes majeurs.

Laïcité : séparation des Églises et de l'État, neutralité religieuse de l'État.

Citoyen : personne qui possède des droits politiques et des devoirs.

Libertés publiques : libertés garanties par la loi (presse, réunion, expression).

École républicaine : école gratuite, laïque et obligatoire instaurée sous la IIIe République.

Crise politique : situation qui menace la stabilité d'un régime.

Affaire Dreyfus : scandale politique et judiciaire révélant les divisions de la société française.

Problématique :

Comment la IIIe République parvient-elle à s'imposer durablement en France malgré les crises et les oppositions ?

Objectifs pédagogiques

- Comprendre comment la IIIe République naît et s'installe durablement après 1870.
- Identifier les principes et valeurs républicaines.
- Expliquer le rôle central de l'école dans la formation du citoyen.
- Comprendre les grandes crises politiques qui menacent la République.
- Montrer comment la République transforme durablement la société française

Ce que l'élève doit connaître / savoir faire à l'issue de ce chapitre

- Expliquer pourquoi la IIIe République est proclamée en 1870 ;
- Identifier les principes fondamentaux de la République (vote, libertés, laïcité) ;
- Comprendre le rôle de l'école dans la formation du citoyen ;
- Reconnaître les symboles républicains ;
- Expliquer pourquoi certaines crises ont menacé la République ;
- Montrer que la République s'impose progressivement comme un régime durable.

Compétences du socle mobilisées

- Comprendre et utiliser le vocabulaire historique.
- S'exprimer à l'oral et à l'écrit de manière claire.
- Lire et exploiter des documents historiques.
- Situer des événements sur une frise chronologique.
- Comprendre les valeurs républicaines.
- Identifier les droits et devoirs du citoyen.
- Comprendre le fonctionnement d'un régime politique.
- Mettre en relation événements politiques et évolutions de la société.



Léon Gambetta proclamant la République à l'hôtel de ville de Paris, le 4 septembre 1870.

01 La naissance de la IIIe République (1870-1875)

02 L'école de la République : former des citoyens

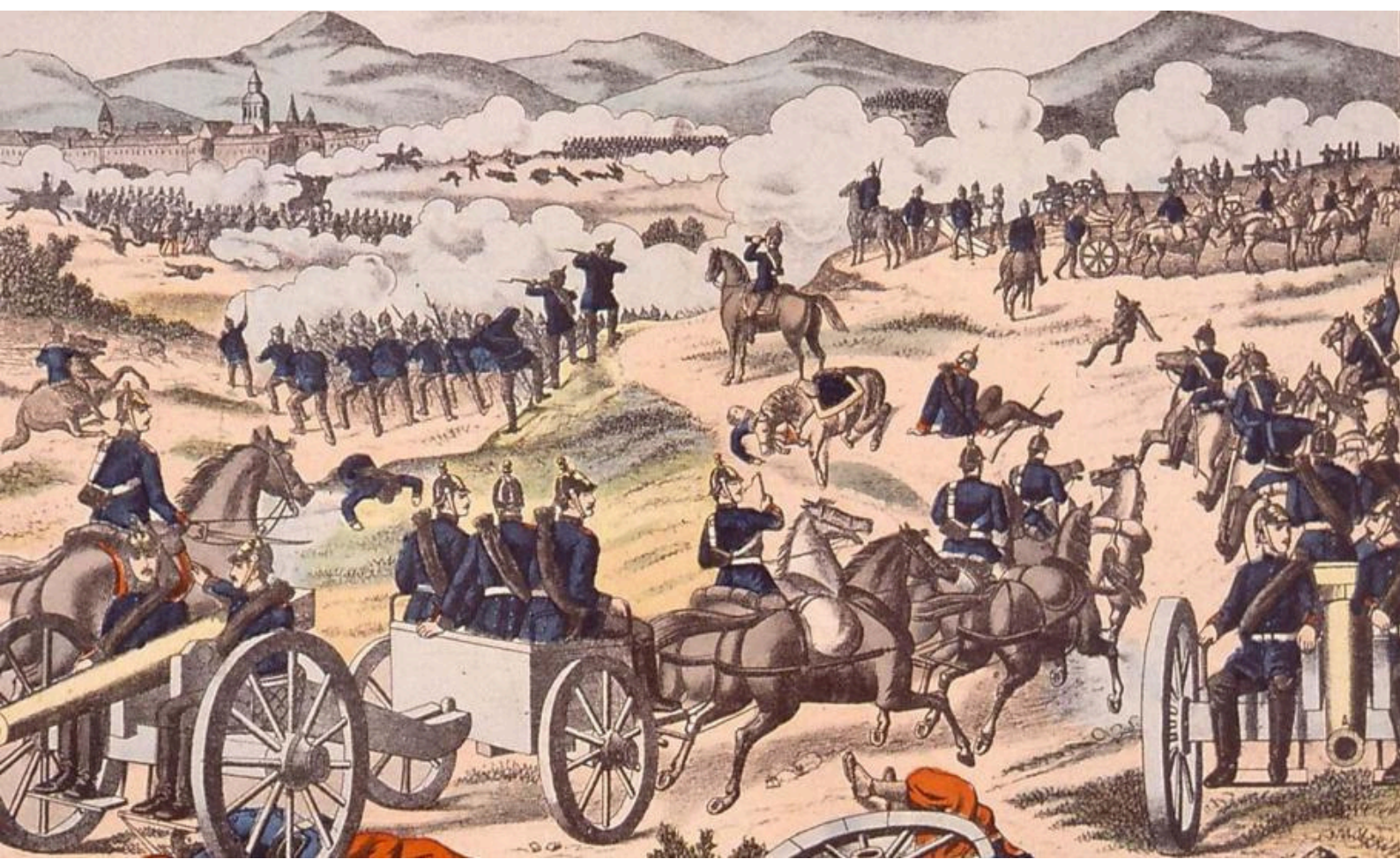
03 Les symboles et les valeurs de la République

04 Les crises de la République : l'affaire Dreyfus

05 Synthèse

06 Pour aller plus loin...

LA NAISSANCE DE LA III^E RÉPUBLIQUE (1870-1875)



1^{er} septembre 1870, Sedan est le théâtre d'un affrontement décisif entre les forces du roi de Prusse et celles de l'Empire français. La bataille est vivement commentée dans la presse.

En 1870, la France est dirigée par l'empereur Napoléon III. La défaite militaire contre la Prusse, lors de la bataille de Sedan, provoque sa capture et la chute du Second Empire. Le 4 septembre 1870, la République est proclamée à Paris : c'est la naissance de la IIIe République.

Cependant, ce nouveau régime est fragile. La France est encore en guerre et une partie des Français reste favorable au retour d'un roi. L'Assemblée élue en 1871 est majoritairement monarchiste. Malgré cela, la République se maintient progressivement. Entre 1870 et 1875, les républicains parviennent à imposer leurs idées. En 1875, des lois constitutionnelles organisent durablement le régime républicain. La IIIe République devient alors le régime politique de la France.

La naissance de la IIIe République s'inscrit dans une séquence de crise politique et militaire majeure. La défaite de Sedan, le 2 septembre 1870, entraîne la capture de Napoléon III et la chute du Second Empire. Le 4 septembre 1870, la République est proclamée à Paris dans l'urgence, alors que la France est encore en guerre contre la Prusse. Le nouveau pouvoir doit donc gérer une situation très difficile : la poursuite du conflit, l'organisation politique du pays et l'acceptation d'un changement de régime.

Les débuts du régime sont instables. Une partie importante de l'opinion et des élites politiques reste favorable à une restauration monarchique. L'Assemblée nationale élue en février 1871 est majoritairement monarchiste, ce qui montre que la République n'est pas encore solidement installée. Cependant, les monarchistes sont divisés entre deux familles rivales (orléanistes et légitimistes) et ne parviennent pas à s'entendre sur un roi et sur les conditions d'un retour de la monarchie. Cette division explique en grande partie pourquoi la République se maintient : elle s'impose progressivement comme une solution de compromis.

Dans ce contexte, les républicains cherchent à consolider le régime en installant des institutions stables. La période 1870-1875 est donc une phase de transition : la République existe, mais elle reste contestée et fragile, car elle dépend d'un équilibre politique incertain. Les lois constitutionnelles de 1875 marquent un tournant : elles fixent durablement le fonctionnement du régime (président de la République, Parlement, responsabilités des pouvoirs). À partir de ce moment, la IIIe République cesse d'être une solution provisoire et devient un régime organisé, capable de durer.

Objectif :

Comprendre dans quel contexte la IIIe République est proclamée et comment elle s'installe progressivement entre 1870 et 1875.

Activités pratiques possibles :

- Analyse d'un texte court sur la défaite de Sedan et la chute de Napoléon III.
- Lecture d'une frise chronologique simple (1870-1875).
- Étude d'un document iconographique montrant la proclamation de la République.
- Mise en relation entre guerre, crise politique et changement de régime.
- Repérage des forces politiques en présence (républicains / monarchistes).

Questions de compréhension :

- Quel événement militaire provoque la chute du Second Empire ?
- À quelle date la IIIe République est-elle proclamée ?
- Pourquoi peut-on dire que la République est fragile au début ?
- Qui domine l'Assemblée élue en 1871 ?
- En quelle année les lois constitutionnelles stabilisent-elles la République ?



1871 : création de l'Empire allemand

Lumni

www.lumni.fr/video/1871-creation-de-l-empire-allemand

Comment la guerre de 1870 entre la France et la Prusse, va-t-elle permettre l'unification de l'Allemagne et la création de son empire ? Un épisode majeur de l'histoire du XIX^e siècle que te retrace et te décrypte Thibault Hycarius dans cette vidéo 📺.

Les États allemands convoités par la Prusse et l'Autriche

Au début du XIX^e siècle, l'Allemagne, telle qu'on se la représente actuellement, n'existe pas. Le Saint Empire romain germanique, qui a duré près de 1 000 ans, a été aboli par Napoléon Bonaparte. Résultat : en 1815, après le congrès de Vienne, les Allemands sont répartis entre l'Empire d'Autriche, le Royaume de Prusse et un groupe d'États allemands, appelé Confédération germanique. Au cours du XIX^e siècle, alors que les aspirations nationales s'expriment partout en Europe, les Allemands sont de plus en plus nombreux à revendiquer la formation d'un État allemand unifié. Mais la situation est complexe : les États allemands du nord sont protestants, et sous l'influence de la Prusse, alors que ceux du sud sont catholiques et sous l'influence de l'Autriche. Cette unification ne pourra pas se faire sans la participation de l'une ou l'autre de ces puissances, voire des deux. Mais aucune ne veut se soumettre à l'autre. Si l'équilibre des forces est nettement en faveur de l'Autriche, l'une des plus grandes puissances européennes, la Prusse commence à s'industrialiser et à devenir de plus en plus prospère.

Bismarck et l'objectif d'unification politique de l'Allemagne

Au début des années 1860, quand le roi de Prusse, Guillaume 1^{er}, arrive au pouvoir, il entame une réforme destinée à moderniser l'armée prussienne avec un objectif principal : la rendre capable de lutter contre l'armée autrichienne. En 1862, il nomme Otto von Bismarck au titre de ministre-président, l'équivalent de Premier ministre. Homme autoritaire, il partage ces ambitions de grandeur pour la Prusse. Mais Bismarck est aussi habile politicien. Plutôt que de déclarer une guerre qu'il n'est pas certain de gagner, il va établir une stratégie pour asseoir son leadership sur les autres empires.

- En 1864, le Danemark revendique les duchés de Schleswig et Holstein, deux territoires qui font partie de la confédération germanique. Bismarck convainc l'Autriche qu'elle ne peut pas laisser le Danemark s'approprier ces territoires allemands et qu'il faut les récupérer. Après une courte guerre, l'Autriche obtient le Holstein, et la Prusse, le Schleswig. Mais, l'entente entre les deux empires n'est que de courte durée.
- En 1866, la Prusse envahit le Holstein. C'est le début de la guerre austro-prussienne. La bataille de Sadowa, le 3 juillet 1866, est une défaite écrasante pour l'Autriche, et un coup de tonnerre pour toute l'Europe qui s'aperçoit soudainement de la puissance militaire prussienne.
- ► Conséquences : l'Autriche bat en retraite ; la confédération germanique est dissoute ; 22 États fédérés sont maintenus mais deviennent gouvernés par le roi de Prusse, Guillaume 1^{er} sous le nom de « Confédération de l'Allemagne du Nord ». Quant aux États allemands du sud, toujours plus proches de l'Autriche, choisissent, eux, de rester à l'écart.
- En France, la puissance grandissante de la Prusse apparaît comme une menace. Napoléon III tente d'attiser l'hostilité des États allemands du sud face à la domination de la Prusse. Mais depuis les conquêtes napoléoniennes, le sentiment anti-français est fort. Bismarck décide de se servir de la menace que représente la France pour unir l'Allemagne. Pour cela, il enchaîne les provocations contre l'empire de Napoléon III, diffuse de fausses nouvelles. Objectif : inciter la France à entrer en guerre contre la Prusse, que Bismarck est certain de gagner.

La guerre de 1870 et la défaite de la France

Le 19 juillet 1870, la France déclare la guerre à la Prusse. Un choix peu judicieux. Les armées françaises ne sont pas au niveau. Cette campagne calamiteuse est marquée par la défaite à Sedan, le 2 septembre 1870, et la capture de Napoléon III. La guerre se poursuit encore quelques mois, et se termine par la victoire de la Prusse. Les vainqueurs s'emparent de l'Alsace et de la Moselle, en plus de réclamer de lourdes indemnités. La stratégie établie par Bismarck a fonctionné : la France a tenu un rôle d'épouvantail, et les États allemands du sud ont choisi de se rallier à la Prusse.

1871 : proclamation de l'Empire allemand

Le 18 janvier 1871, l'Empire allemand, le Reich, est proclamé au château de Versailles. À sa tête, le roi de Prusse Guillaume 1^{er}, devient également empereur d'Allemagne.

QCM

1. Quel événement provoque la chute du Second Empire en 1870 ?

- La Commune de Paris
- La loi constitutionnelle de 1875
- La défaite de Sedan et la capture de Napoléon III
- Le retour des monarchistes au pouvoir

2. À quelle date la IIIe République est-elle proclamée ?

- 2 septembre 1870
- 4 septembre 1870
- 18 janvier 1871
- 19 juillet 1870

3. Quel homme politique est à l'origine de la stratégie d'unification allemande ?

- Guillaume Ier
- Napoléon III
- Otto von Bismarck
- Victor Hugo

4. Pourquoi la IIIe République est-elle fragile à ses débuts ?

- Parce qu'elle est immédiatement rejetée par le peuple
- Parce que la France est une monarchie
- Parce qu'une majorité de députés est monarchiste
- Parce que les élections sont interdites

5. Quelle bataille marque une lourde défaite française en 1870 ?

- La bataille de Sadowa
- La bataille de Leipzig
- La bataille de Sedan
- La bataille de Waterloo

6. Quel territoire est annexé par l'Empire allemand après la guerre de 1870 ?

- La Bretagne
- La Normandie
- L'Alsace et la Moselle
- La Lorraine entière

7. Où est proclamé l'Empire allemand en 1871 ?

- À Berlin
- À Francfort
- Au château de Versailles
- À Vienne

L'ÉCOLE DE LA RÉPUBLIQUE : FORMER DES CITOYENS



L'école républicaine selon Geo en 1889.

Pour les républicains, l'école aide les Français à sortir de l'ignorance et à mieux participer au vote. Elle doit aussi permettre de rattraper le niveau de l'Allemagne, considérée comme mieux formée. L'école doit être gratuite, obligatoire et laïque. Jules Ferry veut ainsi construire une école qui forme des citoyens éclairés et qui accueille tous les enfants ensemble.

Sous la IIIe République, l'école devient un pilier du régime républicain. Entre 1881 et 1882, les lois de Jules Ferry rendent l'école gratuite, obligatoire et laïque pour les enfants.

À l'école, les élèves apprennent à lire, écrire et compter, mais aussi à respecter des règles communes. L'école transmet les valeurs de la République : la liberté, l'égalité, le respect des lois et l'attachement à la nation.

En formant des élèves instruits et disciplinés, la République cherche à former des citoyens capables de comprendre leurs droits et leurs devoirs. L'école participe ainsi à l'enracinement durable de la République en France.

La politique scolaire de la IIIe République répond à un objectif politique clair : consolider un régime encore fragile en formant des citoyens républicains dès le plus jeune âge. Les lois Ferry (1881-1882) s'inscrivent dans une volonté de rupture avec l'influence de l'Église sur l'enseignement. En rendant l'école laïque, la République affirme la neutralité religieuse de l'État et cherche à garantir une instruction commune à tous les enfants, quelles que soient leurs croyances.

L'école républicaine transmet des savoirs fondamentaux, mais aussi une morale civique. Les manuels scolaires, les leçons de morale, l'apprentissage du français standard et de l'histoire nationale participent à la construction d'un sentiment d'appartenance à la nation. Le rôle de l'instituteur est central : il est souvent présenté comme un représentant de la République dans les villages, parfois surnommé « le hussard noir de la République ».

Cette école est également un outil d'unification sociale et culturelle. Dans une France encore largement rurale et marquée par des langues régionales, l'école impose une langue commune et des références partagées. Elle contribue à réduire les inégalités d'accès au savoir, même si celles-ci ne disparaissent pas totalement. Enfin, en apprenant aux élèves l'obéissance à la loi, le respect des symboles républicains et la participation à la vie civique, l'école joue un rôle fondamental dans l'enracinement durable de la IIIe République.

Objectif :

Comprendre comment l'école républicaine contribue à former des citoyens et à diffuser les valeurs de la République.

Activités pratiques possibles :

1. Analyse d'un extrait des lois scolaires de Jules Ferry.
2. Étude d'une illustration d'école de la IIIe République (classe, maître, élèves).
3. Repérage des valeurs transmises à l'école (république, discipline, morale).
4. Comparaison entre l'école avant et après les lois Ferry.
5. Travail de vocabulaire autour des notions de laïcité, citoyenneté et République.

Questions de compréhension :

1. Quelles sont les trois caractéristiques principales de l'école républicaine après 1882 ?
2. Pourquoi la République rend-elle l'école laïque ?
3. Que transmet l'école en plus des savoirs scolaires ?
4. Quel est le rôle de l'instituteur dans la République ?
5. En quoi l'école aide-t-elle à renforcer la République ?



Comment Jules Ferry a-t-il rendu l'école obligatoire ?

Lumni

www.lumni.fr/video/comment-jules-ferry-a-t-il-rendu-l-ecole-obligatoire

C'est le nom le plus donné aux établissements scolaires. Il figure à l'entrée de 642 d'entre eux. Jules Ferry a rendu l'enseignement primaire laïc, gratuit et obligatoire. Jamy nous retrace son parcours.

Qui est Jules Ferry ?

Le père de l'école moderne est né en 1832 à Saint-Dié dans les Vosges, dans une famille bourgeoise. D'abord avocat, ce républicain convaincu se lance en politique à l'avènement de la III^e République. Sa carrière ne débute pas sous les meilleurs auspices. Suite à la défaite de Napoléon III pendant la guerre franco-allemande de 1870, les Prussiens occupent Paris. Pour faire face à cette situation, Jules Ferry impose de lourdes restrictions alimentaires, on le surnomme « Ferry-famine » ou « Ferry l'affameur ».

Jules Ferry ministre de l'Instruction publique

Nommé en 1879, il constate que seuls les grands villages ont une école. L'enseignement y est facultatif et dispensé principalement par l'Eglise catholique. Pour lui, cela est contraire aux grands principes de la République. L'école doit être laïque et ouverte à tous. Il se bat pour faire voter deux lois en 1879 et 1880 : elles imposent à chaque département l'obligation de créer des écoles de la République dans lesquelles l'enseignement est dispensé par des instituteurs laïques. Le ministre est surnommé « le pape de la laïcité ». On le caricature même croquant un curé.

Jules Ferry, président du Conseil

Elu en 1880 à un poste comparable à celui de Premier ministre, il fait voter une nouvelle loi qui ouvre les lycées aux jeunes filles. C'est une révolution !

Jusque-là, l'enseignement secondaire était réservé exclusivement aux garçons. Avec les lois du 16 juin 1881 et du 28 mars 1882 l'instruction devient gratuite et obligatoire pour tous les enfants de 6 à 13 ans.

Jules Ferry refuse la mixité dans le primaire et le secondaire. Il conserve un enseignement différencié : pour les filles, des cours de cuisine et de couture ; pour les garçons, des cours de menuiserie.

La contribution de Jules Ferry en matière d'enseignement est incontestable, mais 130 ans après sa mort en 1893, le personnage est aujourd'hui controversé. Ce chantre de l'école publique fut aussi un fervent défenseur de la colonisation.

QCM**1. Quel est l'objectif principal de l'école sous la IIIe République ?**

- Former des soldats
- Enseigner uniquement la religion
- **Former des citoyens républicains**
- Préparer les élèves à travailler à l'usine

2. Qui est Jules Ferry ?

- Un empereur
- **Un homme politique républicain**
- Un général de l'armée
- Un prêtre

3. Quelles sont les trois caractéristiques de l'école républicaine après 1882 ?

- Payante, religieuse et facultative
- Mixte, privée et obligatoire
- **Gratuite, laïque et obligatoire**
- Réservée aux garçons

4. Pourquoi Jules Ferry veut-il retirer l'enseignement à l'Église ?

- Pour fermer les écoles
- Pour réduire le nombre d'élèves
- **Parce que l'école doit être laïque et républicaine**
- Pour interdire la religion

5. Quel rôle joue l'instituteur dans les villages ?

- Il commande l'armée
- Il dirige l'Église
- **Il transmet les valeurs de la République**
- Il choisit les lois

6. À quel âge l'école devient-elle obligatoire avec les lois Ferry ?

- De 5 à 10 ans
- De 7 à 15 ans
- **De 6 à 13 ans**
- De 10 à 18 ans

7. En plus des savoirs scolaires, que transmet l'école républicaine ?

- La richesse
- La religion
- **Une morale et des règles communes**
- Le droit de vote

8. Quel aspect de l'œuvre de Jules Ferry est aujourd'hui critiqué ?

- Son rôle dans l'armée
- Son opposition au vote
- **Son soutien à la colonisation**
- Son refus de l'école gratuite

LES SYMBOLES ET LES VALEURS DE LA RÉPUBLIQUE



Symboles et emblèmes de la République



Le drapeau bleu-blanc-rouge

L'usage des trois couleurs sous forme de bandes se répand à l'été 1789. Elles allient le blanc (couleur du pouvoir royal) au bleu et au rouge, couleurs de Paris.



La Marseillaise

Composée par Rouget de Lisle en 1792, elle devient hymne national par décret de la Convention du 14 juillet 1795.



Le 14 juillet

Jour de la fête nationale qui commémore, à la fois, la prise de la Bastille le 14 juillet 1789 et la fête de la Fédération du 14 juillet 1790.



La Marianne

Symbole de la République, elle est visible dans chaque mairie.



Liberté, Égalité, Fraternité

Devise adoptée par la II^e puis la III^e République, elle est inscrite sur les frontons des institutions publiques à partir de 1880.

© DILA 2024

Les emblèmes et les symboles de la République fournissent une représentation concrète ou symbolique de l'État et de ses caractéristiques.

Le drapeau tricolore (bleu, blanc, rouge) et l'hymne La Marseillaise sont inscrits dans la Constitution aujourd'hui.

Sous la IIIe République, les symboles de la République occupent une place importante dans la vie quotidienne. Ils servent à rappeler les valeurs communes à tous les citoyens.

Le drapeau tricolore représente la nation française. La devise « Liberté, Égalité, Fraternité » exprime les principes fondamentaux de la République. Marianne symbolise la République et ses idéaux. La fête nationale du 14 juillet commémore la prise de la Bastille et célèbre la République.

Ces symboles permettent de transmettre les valeurs républicaines et de renforcer le sentiment d'appartenance à la nation.

Les symboles républicains jouent un rôle essentiel dans la construction et la consolidation de la IIIe République. Après des décennies d'instabilité politique (révolutions, empires, monarchies), les républicains cherchent à ancrer durablement le régime dans les esprits. Les symboles permettent de rendre la République visible, concrète et compréhensible par tous, y compris par les populations peu politisées ou peu instruites.

Le drapeau tricolore, hérité de la Révolution française, devient l'emblème officiel de la nation. La devise « Liberté, Égalité, Fraternité », inscrite progressivement sur les bâtiments publics, rappelle les principes fondateurs du régime. Marianne, figure féminine allégorique, incarne la République, la raison et la liberté ; son buste est installé dans les mairies et les écoles. Le choix d'une figure féminine permet d'humaniser la République et de la rendre plus accessible symboliquement.

La fête nationale du 14 juillet, instaurée en 1880, célèbre à la fois la prise de la Bastille et la Fête de la Fédération de 1790. Elle vise à rassembler les citoyens autour d'un passé révolutionnaire commun et à renforcer la cohésion nationale. Ces symboles sont largement diffusés par l'école, les cérémonies officielles et l'espace public. Ils participent à la transmission des valeurs républicaines et à la formation du citoyen sous la IIIe République.

Objectif :

Identifier les principaux symboles de la République française et comprendre les valeurs qu'ils représentent.

Activités pratiques possibles :

1. Analyse de documents iconographiques (Marianne, drapeau, affiches républicaines).
2. Lecture d'un court texte sur la devise républicaine.
3. Repérage des symboles républicains dans l'espace public (mairie, école, monuments).
4. Mise en relation entre symboles et valeurs républicaines.
5. Travail de vocabulaire autour des notions de liberté, égalité et fraternité.

Questions de compréhension :

1. À quoi servent les symboles de la République ?
2. Que représente le drapeau tricolore ?
3. Quelle est la signification de la devise républicaine ?
4. Qui est Marianne ?
5. Pourquoi le 14 juillet est-il une date importante pour la République ?



Les symboles de la République

Les clés de la République

www.lumni.fr/video/les-symboles-de-la-republique

La République a 4 principaux symboles : le drapeau tricolore, son hymne national, Marianne et sa devise : liberté, égalité, fraternité.

Le drapeau **bleu-blanc-rouge** s'est imposé au moment de la **Révolution de 1789**, le drapeau blanc était celui de la monarchie, donc du roi, les couleurs de Paris étaient le bleu et le rouge, et comme c'est Paris qui s'est d'abord soulevé, les révolutionnaires ont fait du bleu blanc rouge leur cocarde qu'ils accrochaient à leur gilet, et sur leur chapeau.

Les trois couleurs reflétaient l'unité de la Nation, au pouvoir amoindri puisque le blanc est coincé entre le bleu et le rouge, c'était avant que l'on décide d'abolir complètement le pouvoir royal.

Même l'empire de Napoléon a gardé les trois couleurs.

Mais, à la restauration de la monarchie, en 1814, le nouveau roi, **Louis XVIII**, rétablit le drapeau blanc à fleur de lys.

C'est en 1830 que le bleu-blanc-rouge s'impose définitivement grâce à **Louis-Philippe** qui se fait appeler roi des Français et non roi de France en arborant le drapeau tricolore.

Les 3 couleurs sont maintenant partout sur les bâtiments publics et peinturlurées sur la figure des supporters de l'équipe de France.

Au début de matches de l'équipe de France, justement, on chante la Marseillaise.

En 1792, le roi d'Autriche déclare la guerre à la France révolutionnaire.

Qui a composé la Marseillaise ?

Rouget de Lisle, un officier français, compose dans la nuit du 25 au 26 avril 1792 à Strasbourg ce chant de guerre, un chant tellement entraînant qu'il est repris sur tout le territoire, et c'est un bataillon de révolutionnaires venu de Marseille pour se battre contre les Autrichiens qui l'a rendu célèbre en défilant à Paris cette année-là.

Marianne, symbole de la République

Marianne est un autre symbole de la République. La première représentation de cette femme au bonnet phrygien est un célèbre tableau de d'**Eugène Delacroix** présentant « *la Liberté guidant le peuple* » lors de la révolution de 1830.

Mais c'est à partir de 1872, au début de la III^e république, que les bustes de Marianne ont été installés dans les mairies, on voulait que la République prenne une allure protectrice et rassurante comme une maman un peu sévère.

Enfin, « Liberté, égalité, fraternité, » c'est la devise de la République. Ces 3 mots sont inscrits sur toutes les écoles, et toutes les mairies. Ils synthétisent la Déclaration des Droits de l'homme élaborée en 1789. Ce sont des objectifs jamais vraiment atteints mais vers lesquels nous devons tendre.

Les symboles ne sont que des symboles, des images, des représentations, des couleurs, mais une communauté, en l'occurrence, pour nous, la République, a aussi besoin de rites et de signes de ralliement pour pouvoir faire vivre ensemble tous ses membres.

QCM**1. Quel est le rôle principal des symboles de la République ?**

- Décorer les bâtiments publics
- Représenter les valeurs de la République
- Remplacer les lois
- Montrer la puissance militaire

2. Quelles sont les trois couleurs du drapeau français ?

- Vert, blanc, rouge
- Noir, blanc, rouge
- Bleu, blanc, rouge
- Bleu, jaune, rouge

3. À quel moment le drapeau tricolore apparaît-il en France ?

- Sous la monarchie de Juillet
- Sous le Second Empire
- Pendant la Révolution française de 1789
- Pendant la IIIe République

4. Quel régime politique utilisait le drapeau blanc à fleur de lys ?

- La République
- L'Empire
- La monarchie
- La Commune

5. Qui est Marianne ?

- Une reine française
- Une héroïne de guerre
- La figure symbolique de la République
- Une déesse antique

6. Quel événement est célébré le 14 juillet ?

- La proclamation de la IIIe République
- Le sacre de Napoléon Ier
- La prise de la Bastille
- La fin de la monarchie

7. Qui a composé La Marseillaise ?

- Victor Hugo
- Alphonse de Lamartine
- Rouget de Lisle
- Jules Ferry

8. Où trouve-t-on généralement la devise « Liberté, Égalité, Fraternité » ?

- Uniquement dans les livres d'histoire
- Sur les billets de banque seulement
- Dans les églises
- Sur les écoles et les mairies

LE SECOND EMPIRE : LIMI- TER OU CONTRÔLER LE SUFFRAGE ?



Émile Zola publie « J'accuse...! » à la une du journal L'Aurore le 13 janvier 1898. L'affaire Dreyfus devient alors un grand conflit en France. Le capitaine Alfred Dreyfus, accusé à tort de trahison, est au centre d'un débat qui divise le pays entre défenseurs et opposants.

À la fin du XIXe siècle, la IIIe République est fragilisée par l’Affaire Dreyfus.

En 1894, le capitaine Alfred Dreyfus est accusé à tort d’espionnage et condamné.

Cette affaire divise profondément la société française entre dreyfusards et antidreyfusards.

Elle révèle des injustices, notamment l’antisémitisme, et met en cause le fonctionnement de la justice.

Finalement, la République affirme ses valeurs en réhabilitant Dreyfus en 1906.

L’Affaire Dreyfus débute en 1894 dans un contexte politique tendu. La IIIe République est encore jeune et fragile, contestée par des courants monarchistes, nationalistes et antisémites. L’armée, institution très respectée après la défaite de 1870, est considérée comme un pilier de la Nation.

Alfred Dreyfus, officier français d’origine alsacienne et de confession juive, est accusé d’avoir transmis des documents militaires secrets à l’Allemagne. Le procès se déroule à huis clos, sur la base de preuves fragiles, voire falsifiées. Il est condamné à la déportation à vie sur l’île du Diable, en Guyane.

Très rapidement, des doutes apparaissent sur sa culpabilité. La société française se divise alors en deux camps :

- les antidreyfusards, qui défendent l’armée, l’ordre, la Nation, et considèrent Dreyfus comme coupable ;
- les dreyfusards, qui réclament la vérité, la justice et l’égalité devant la loi.

L’affaire prend une dimension nationale avec l’intervention d’intellectuels, notamment Émile Zola, qui publie en 1898 son célèbre article J’accuse...! dénonçant les erreurs judiciaires et les manipulations de l’armée.

Après plusieurs procès et de longues années de lutte, Alfred Dreyfus est finalement réhabilité en 1906. Cette affaire marque un tournant majeur pour la République : elle renforce la primauté de la justice civile sur l’armée, affirme la liberté d’expression et contribue à la consolidation durable des valeurs républicaines.

Objectif :

- Comprendre ce qu’est l’Affaire Dreyfus et Identifier les causes et les conséquences de cette crise.

Activités pratiques possibles :

1. Lecture guidée d’un court texte présentant l’Affaire Dreyfus.
2. Repérage des mots-clés : justice, antisémitisme, République, opinion publique.
3. Travail oral : distinguer dreyfusards et antidreyfusards.
4. Mise en commun sous forme de schéma simple (affaire → crise → conséquences).

Questions de compréhension :

1. Qui est Alfred Dreyfus ?
2. Pourquoi l’Affaire Dreyfus provoque-t-elle une crise ?
3. Quels sont les deux camps opposés durant l’affaire ?
4. Quelle valeur républicaine est remise en cause au début de l’affaire ?
5. Comment se termine l’Affaire Dreyfus ?



J'accuse...! de Zola

Histoires d'histoire - Saison 2

www.lumni.fr/video/j-accuse-de-zola

13 janvier 1898, Emile Zola publie dans le journal *l'Aurore*, une lettre ouverte au président de la République, Félix Faure en faveur du capitaine Alfred Dreyfus. C'est la Une la plus célèbre de la presse. Le texte de Zola fait figure de sommet des monuments littéraires.

Qu'est-ce que l'affaire Dreyfus ?

Le 22 décembre 1894, le capitaine juif français **Alfred Dreyfus** est reconnu coupable de haute trahison par le conseil de Guerre, condamné à la dégradation et à la déportation sur l'île du Diable, au large de la Guyane. La condamnation fait suite à la découverte d'un bordereau anonyme, avec des notes sur les activités militaires de la France, dans la corbeille d'un attaché allemand à Paris. Selon les experts, l'écriture est proche de celle du capitaine. Alors qu'il ne cesse de clamer son innocence, il est accusé d'avoir transmis des documents secrets à l'Allemagne. A l'époque, le régime républicain est déstabilisé par un nationalisme agressif et un antisémitisme croissant.

Rebondissement dans l'affaire Dreyfus

En mars 1896, le nouveau chef du renseignement, lieutenant-colonel **Picquart**, découvre l'identité du véritable traître, le commandant **Esterhazy** et veut reprendre l'affaire Dreyfus. Mais l'état-major pour sauver l'honneur de l'armée française préfère étouffer l'affaire. Il mute Picquart et crée un document pour accabler Dreyfus. Sous la pression de l'opinion, Esterhazy passe en conseil de Guerre, mais est acquitté le 11 janvier 1898.

La publication de « J'accuse » d'Emile Zola, dans *l'Aurore*

Devant cette injustice, ceux qui souhaitent la révision du procès se mobilisent. Emile Zola publie une lettre dans le quotidien *l'Aurore*. Il rappelle les circonstances de l'affaire, puis interpelle un à un, avec la répétition des « J'accuse », les ministres de la Guerre, les officiers de l'état-major et les experts en écriture convoqués lors du procès.

Dreyfusards contre les antidreyfusards

Le retentissement de la publication dans l'opinion publique est immédiat. Le gouvernement poursuit en justice Zola et le journal pour diffamation. L'affaire Dreyfus, fortement médiatisée et amplifiée par la presse amorce une véritable crise morale et politique. Dreyfusards contre antidreyfusards, les Français se divisent. A nouveau condamné par le conseil de Guerre en 1899, Dreyfus est gracié par le président **Emile Loubet** quelques jours plus tard. Mais, il faudra attendre 1906, pour qu'il soit réhabilité par le gouvernement français et reconnu innocent.

QCM

1. Alfred Dreyfus est accusé en 1894 :

- D'avoir organisé un complot contre la République
- D'avoir transmis des secrets militaires à l'Allemagne
- D'avoir participé à une révolte ouvrière
- D'avoir déserté l'armée française

2. À quel régime politique se déroule l'Affaire Dreyfus ?

- Le Second Empire
- La Monarchie de Juillet
- La IIIe République
- La IIe République

3. Où Alfred Dreyfus est-il envoyé après sa condamnation en 1894 ?

- En Nouvelle-Calédonie
- En Algérie
- Sur l'île du Diable, en Guyane
- Dans une prison parisienne

4. Quel officier découvre l'identité du véritable coupable en 1896 ?

- Le général Cavaignac
- Le président Félix Faure
- Émile Zola
- Le lieutenant-colonel Picquart

5. Pourquoi l'armée refuse-t-elle de reconnaître son erreur ?

- Par manque de preuves
- Pour préserver l'honneur de l'armée
- Par peur d'une guerre
- À cause d'une loi spéciale

6. Qui publie le texte « J'accuse...! » en 1898 ? (texte Lumni)

- Victor Hugo
- Georges Clemenceau
- Émile Zola
- Jean Jaurès

7. Comment appelle-t-on ceux qui défendent Alfred Dreyfus ?

- Les nationalistes
- Les antidreyfusards
- Les dreyfusards
- Les royalistes

8. Comment se termine définitivement l'Affaire Dreyfus ? (texte Lumni)

- Par l'exil de Dreyfus
- Par une amnistie sans reconnaissance
- Par une nouvelle condamnation
- Par sa réhabilitation et la reconnaissance de son innocence en 1906

Pourquoi enseigner la société, la culture et la politique dans la France du XIXe siècle en classe de Quatrième ?

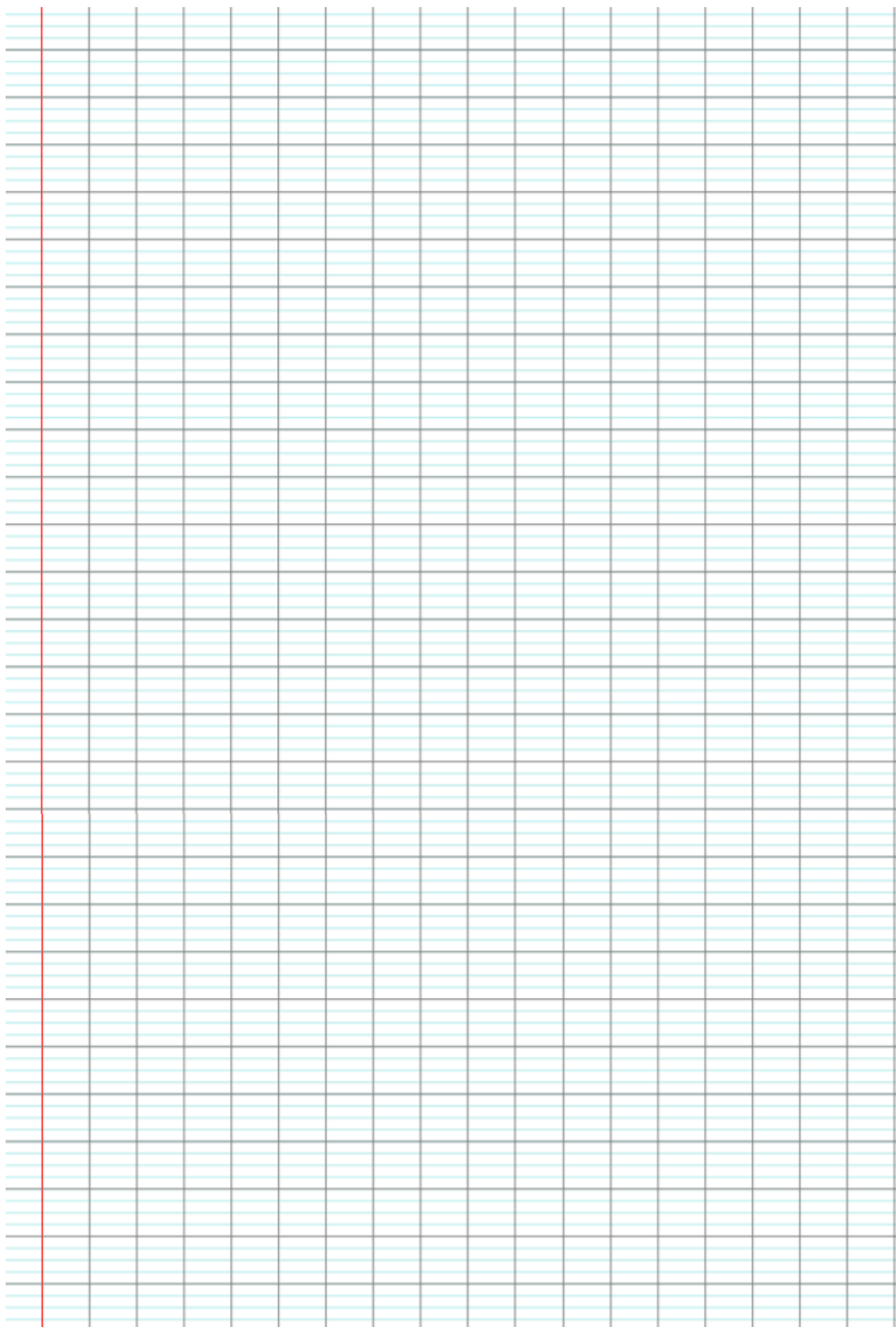
L'intitulé du thème place la politique en troisième terme, derrière la société et la culture, dans le cadre d'une période, de 1815 à 1914, qui voit se succéder cinq régimes différents. Mais la politique domine clairement dans les sous-thèmes consacrés au vote et à la Troisième République, le social étant abordé dans le troisième sous-thème par l'exemple des conditions féminines. La question ouvrière a en outre déjà été abordée dans le thème précédent. C'est bien la question de la démocratisation, de ses réalisations et de son inachèvement qui fait l'unité du thème, où la République occupe une position centrale. L'étude doit permettre de faire saisir aux élèves l'épaisseur historique de notre société démocratique actuelle.

Problématique : Comment la France s'est-elle démocratisée au cours du XIXe siècle ?

On cherchera de manière prioritaire à faire comprendre à l'élève :

- que la lutte pour la démocratie est un facteur permanent tout au long du XIXe siècle ;
- qu'en France, lutte pour la démocratie et lutte pour la République sont indissociables ;
- que le projet républicain est d'unir le pays autour des valeurs de 1789 ;
- que la revendication féminine de l'égalité avec les hommes est déjà présente avant 1914.

Le centrage du thème sur la démocratie permet de travailler particulièrement la compétence « analyser et comprendre un document » : les élèves auront l'occasion de travailler sur des discours et des affiches politiques dont ils devront identifier « le point de vue particulier » et par rapport auquel ils devront « exercer leur esprit critique ». Abordant des débats politiques (l'Affaire Dreyfus, la Séparation), ils pourront développer la compétence « pratiquer différents langages en histoire » en s'initiant aux techniques d'argumentation.





La IIIe République est proclamée le 4 septembre 1870, après la défaite de la France contre la Prusse et la chute de l'empereur Napoléon III. Elle s'installe progressivement malgré des débuts difficiles, marqués par des divisions politiques et des crises.

Ce régime repose sur des valeurs républicaines : la liberté, l'égalité et la fraternité. Ces valeurs sont représentées par des symboles comme le drapeau tricolore, La Marseillaise, Marianne et la devise de la République.

La République cherche à former des citoyens grâce à l'école. Avec les lois de Jules Ferry (1881-1882), l'école devient gratuite, laïque et obligatoire pour tous les enfants. L'objectif est de transmettre les valeurs républicaines et de lutter contre l'influence de l'Église.

La IIIe République connaît aussi de graves crises, notamment l’Affaire Dreyfus. Cette affaire divise profondément la société française entre dreyfusards et antidreyfusards et met en lumière les dangers du nationalisme et de l’antisémitisme. Elle montre l’importance de la justice et des droits de l’homme.

Malgré les difficultés, la IIIe République parvient à s'imposer durablement et à ancrer la démocratie républicaine en France.





LA IIIÈME RÉPUBLIQUE | JE RÉVISE AVEC TOI | #19

Quand on parle de République, il faut savoir compter car on en est déjà à la Ve. Et mine de rien, si on en est là aujourd'hui, on le doit grandement à la IIIe République qui a su s'enraciner OKLM en France entre 1870 et 1914 🇫🇷 On vous raconte tout ça dans cette nouvelle Antisèche !



<https://youtu.be/7AaDAAdic50E>

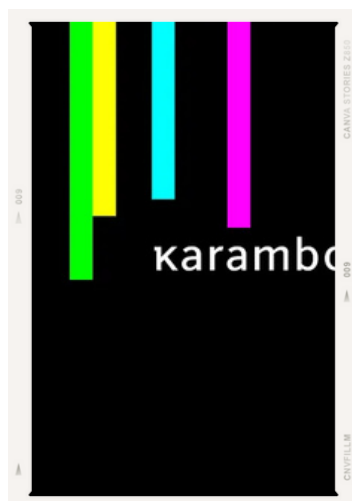


LA IIIE RÉPUBLIQUE

Quand on parle de République, il faut savoir compter car on en est déjà à la Ve. Et mine de rien, si on en est là aujourd'hui, on le doit grandement à la IIIe République qui a su s'enraciner OKLM en France entre 1870 et 1914 🇫🇷 On vous raconte tout ça dans cette nouvelle Antisèche !



<https://youtu.be/AHaMkHY7OTQ>



L'AFFAIRE DREYFUS - KARAMBOLAGE - ARTE

Claire Doutriaux nous présente les dessous d'une affaire politique qui a marqué l'histoire de la France : l'affaire Dreyfus.



https://youtu.be/OMvo2PX4_I0

4^e - Chapitre 07

LA III^E RÉPUBLIQUE

Mon résultat à l'évaluation :

LE PROCHAIN CHAPITRE

4^e - Chapitre 08

CONDITIONS FÉMININES DANS UNE SOCIÉTÉ EN MUTATION